

Cuba défend l'ordre financier à Paris sans exploitation du Sud



Díaz-Canel à Paris

Paris, 22 juin (RHC) Le président cubain Miguel Díaz-Canel a appelé aujourd'hui à un ordre financier international qui cesserait de plonger les pays du Sud dans le sous-développement et de les soumettre à la domination d'institutions obsolètes.

S'exprimant lors du sommet convoqué par la France pour un nouveau pacte financier mondial, le président, qui participe en tant que président du Groupe des 77 plus la Chine, a qualifié l'ordre actuel d'injuste, antidémocratique, spéculatif et exclusif.

Il a également dénoncé les conséquences désastreuses de l'architecture financière actuelle pour les pays en développement, qu'il a illustrées par des exemples tels que le doublement de leur dette extérieure au

cours de la dernière décennie et le fait qu'ils ont dû dépenser près de 380 milliards de dollars de leurs réserves pour défendre leur monnaie.

Dans ces conditions défavorables, le Sud ne peut pas générer et accéder aux 4,3 billions de dollars par an dont il a besoin pour atteindre les objectifs de développement durable au cours de la décennie d'action restante, a-t-il averti.

"Nos peuples ne peuvent et ne doivent pas continuer à être des laboratoires de recettes coloniales et de formes renouvelées de domination qui utilisent la dette, l'architecture financière internationale actuelle et des mesures coercitives unilatérales pour perpétuer le sous-développement et augmenter les coffres de quelques-uns au détriment du Sud", a-t-il déclaré.

M. Díaz-Canel a participé à l'un des forums de l'événement, aux côtés du chef d'État hôte, Emmanuel Macron, et des présidents sud-africain, Cyril Ramaphosa, et colombien, Gustavo Petro, entre autres dirigeants et personnalités.

Selon le dirigeant cubain, le scénario actuel montre qu'il est urgent de mettre en place un nouvel ordre international plus juste.

Selon lui, cela nécessite une réforme des institutions financières internationales, tant en termes de gouvernance et de représentation que d'accès au financement, en tenant compte des intérêts légitimes des pays en développement.

Au XXI^e siècle, il est inacceptable que la majorité des nations du monde continuent d'imposer des institutions obsolètes héritées de la guerre froide et de Bretton Woods, très éloignées de la configuration internationale actuelle, a-t-il déclaré.

Ces entités sont conçues pour profiter des réserves du Sud, reproduisant un schéma de colonialisme moderne, a-t-il souligné au Palais de la Bourse à Paris.

Le premier jour du sommet de deux jours pour un nouveau pacte financier mondial, le président de l'île a également appelé à une recapitalisation rapide et substantielle des banques multilatérales de développement afin de répondre aux besoins du Sud.

Il a également demandé une augmentation des prêts officiels pour la réalisation des objectifs de développement durable et des ressources supplémentaires soutenues par des actions concrètes dans les domaines de l'accès au marché, du renforcement des capacités et du transfert de technologie (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/326365-cuba-defend-lordre-financier-a-paris-sans-exploitation-du-sud>



Radio Habana Cuba